

Rapport 2019 de l'Observatoire des sous-munitions

De nouvelles attaques en Syrie

Publié aujourd'hui, le rapport 2019 de l'Observatoire des sous-munitions révèle que de nouvelles attaques utilisant des armes à sous-munitions ont eu lieu en Syrie en 2018. L'Observatoire a enregistré au moins 674 attaques dans le pays depuis mi-2012. Alors que la Conférence des Etats parties au Traité d'Oslo se tiendra du 2 au 4 septembre à Genève, Handicap International appelle les Etats à fermement condamner ces attaques et à tout mettre en œuvre pour que la lutte contre l'utilisation de ces armes s'intensifie.

Le rapport 2019 de l'Observatoire des sous-munitions dresse chaque année le bilan de l'application de la Convention d'Oslo qui interdit l'emploi, la production, le transfert et le stockage des armes à sous-munitions.

La population syrienne en première ligne

Selon l'Observatoire, de nouvelles utilisations d'armes à sous-munitions ont été signalées en Syrie en 2018 : au moins 38 attaques à l'arme à sous-munitions ont eu lieu dans le pays entre juillet 2018 et juin 2019. Depuis mi-2012, l'Observatoire a enregistré au moins 674 attaques de ce type. A l'échelle mondiale, en 2018, la majorité des nouvelles victimes ont également été recensées en Syrie (53 %) : 65 victimes d'attaques utilisant des armes à sous-munitions et 15 victimes de restes de sous-munitions. Ce bilan est certainement en dessous de la réalité compte tenu des obstacles pour accéder aux zones concernées et les difficultés pour recueillir les informations.

Conflits d'hier et d'aujourd'hui, l'héritage mortel des BASM

En 2018, le Yémen a enregistré le plus grand nombre de victimes de restes de sous-munitions (31). Jusqu'à 40% de ces armes n'explosent pas à l'impact et engendrent une lourde menace à long terme pour les populations locales. En miroir, au Laos, 40 ans après le conflit, des victimes continuent d'être enregistrées (21).

En 2018, les restes d'armes à sous-munitions ont fait 149 nouvelles victimes dans 8 pays et un territoire : Afghanistan, Irak, Laos, Liban, Soudan du Sud, Syrie, Ukraine, Yémen et Nagorny-Karabakh. 99 % des victimes des armes à sous-munitions étaient des civils. Au total, 26 États et trois territoires sont encore contaminés par les restes de sous-munitions dans le monde.

/ Contact presse

Nathalie Blin

T. 04 26 68 75 39

M. 06 98 65 63 94

M. n.blin@hi.org

Éradiquer ces armes barbares

Handicap International appelle aujourd'hui les 120 pays signataires de la convention d'Oslo à poursuivre leurs efforts pour éradiquer totalement ces armes qui tuent et blessent en très large majorité des civils.

« La guerre doit obéir à des règles et la Convention d'Oslo en fait partie. Tout doit être mis en œuvre pour qu'elle soit respectée et qu'à terme les armes à sous-munitions soient éradiquées des théâtres de conflit. » explique Anne Hery, Directrice du plaidoyer de Handicap International.

Depuis l'entrée en vigueur de la Convention d'Oslo, le 1^{er} août 2010, **35 États parties ont détruit 1,5 million de stocks d'armes à sous-munitions, soit 178 millions de sous-munitions**. Cela représente 99 % de toutes les armes à sous-munitions déclarées par les États parties.

NOTE AUX RÉDACTIONS

Lire le rapport : http://www.the-monitor.org/media/3047840/Cluster-Munition-Monitor-2019_online.pdf

Les armes à sous-munitions sont des armes composées d'un conteneur regroupant jusqu'à plusieurs centaines de mini-bombes appelées sous-munitions. Conçues pour être dispersées sur de larges surfaces, **elles atteignent inévitablement des zones civiles. Jusqu'à 30 % (voire 40 %) d'entre elles n'explosent pas à l'impact**. Comme les mines antipersonnel, elles peuvent être déclenchées au moindre contact, **tuant et mutilant pendant et après les conflits**. En n'opérant aucune distinction entre personnes et biens civils et cibles militaires, les armes à sous-munitions violent les règles du Droit international humanitaire.

La Convention d'Oslo interdisant l'utilisation, le stockage, le transfert, la production et la vente de sous-munitions a été ouverte à signature en décembre 2008. À ce jour, 120 pays sont signataires de cette convention.

A propos de Handicap International

Handicap International est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis 35 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux. Depuis sa création en 1982, Handicap International a mis en place des programmes de développement dans plus de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. Le réseau de 8 associations nationales (Allemagne, Belgique, Canada, États-Unis, France, Luxembourg, Royaume-Uni et Suisse) œuvre de manière constante à la mobilisation des ressources, à la cogestion des projets et au rayonnement des principes et actions de l'organisation. Handicap International est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), co-lauréate du prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du Prix Conrad N. Hilton 2011. Handicap International agit et témoigne partout où « vivre debout » ne va pas de soi.

/ Contact presse

Nathalie Blin

T. 04 26 68 75 39

M. 06 98 65 63 94

M. n.blin@hi.org